

MINUSMA HEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 109 • mars 2018

8 MARS 2018 AU MALI : CÉLÉBRONS LA RÉFLEXION SUR LA PLACE DES FEMMES

PROTECTION ET VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE : À GAO,
LA POLICE DE L'ONU POURSUIT SON APPUI AUX FORCES DE
DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNES

**L'ÉDUCATION ET LA RÉDUCTION DES VIOLENCES
COMMUNAUTAIRES : L'ENJEU DE DEUX PROJETS À BOUREM**

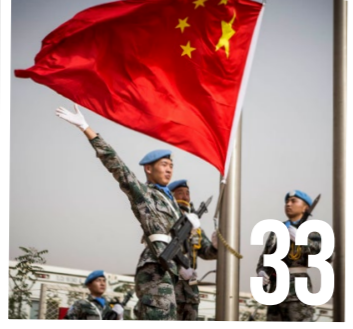
**LE "FESTIVAL DU VIVRE-ENSEMBLE" : 15 000 PERSONNES
ET 150 LEADERS COMMUNAUTAIRES DE TOMBOUCTOU ET
TAOUDÉNIT RÉUNIS POUR LA COHÉSION SOCIALE ET LA PAIX**

**MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
DROITS DE L'HOMME • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • RÉFORMES DU SECTEUR
DE SÉCURITÉ • ACCORD DE PAIX • ENSEMBLE RÉUSSIR LA PAIX**

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

- 3** MARS 2018 AU MALI : CÉLÉBRONS LA RÉFLEXION SUR LA PLACE DES FEMMES
- 7** LA MINUSMA SOUTIEN LES CONCERTATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES DE TAODÉNIT
- 9** LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ AU MALI : LE PLAIDOYER ET LE LOBBYING AU CŒUR D'UN ATELIER FINANCÉ PAR LA MINUSMA
- 11** LA MINUSMA FORME DES ACTEURS DES DROITS DE L'HOMME POUR LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ
- 13** PROTECTION ET VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE : À GAO, LA POLICE DE L'ONU POURSUIT SON APPUI AUX FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNES
- 15** SOUTENIR LA RÉINSERTION SOCIALE EN DÉTENTION POUR PRÉVENIR LA RÉCIDIVE
- 17** L'ÉDUCATION ET LA RÉDUCTION DES VIOLENCES COMMUNAUTAIRES : L'ENJEU DE DEUX PROJETS À BOUREM
- 19** GAO : LES RADIOS LOCALES RELÈVENT LES DÉFIS DE LA QUALITÉ ET LA PUISSANCE DES ÉMETTEURS AVEC L'APPUI DE LA MINUSMA
- 20** LE "FESTIVAL DU VIVRE-ENSEMBLE" : 15 000 PERSONNES ET 150 LEADERS COMMUNAUTAIRES DE TOMBOUCTOU ET TAODÉNIT RÉUNIS POUR LA COHÉSION SOCIALE ET LA PAIX
- 22** LES RETOMBÉES DU FESTIVAL DU VIVRE ENSEMBLE DE TOMBOUCTOU
- 25** UN PROJET EN FAVEUR DE FEMMES ARTISANES LANCÉ PAR LA MINUSMA DANS LE CERCLE DE KIDAL
- 27** GAO : LE VILLAGE DE HAMAKOULADJI BÉNÉFICIE D'UN PROJET DE RÉDUCTION DE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE
- 29** PRÈS DE 400 ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS SENSIBILISÉS ET INFORMÉS SUR LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX À BAMAKO
- 31** MÉNAKA : LES PREMIERS POLICIERS TOGOLAIS DE L'UNITÉ DE FORCE CONSTITUÉE DE LA POLICE DE LA MINUSMA DÉCORÉS
- 33** L'ONU DÉCORE LES CASQUES BLEUS DU CONTINGENT CHINOIS À GAO
- 35** BRÈVES
- 37** COMMUNIQUÉS



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

8 MARS 2018 AU MALI : CÉLÉBRONS LA RÉFLEXION SUR LA PLACE DES FEMMES



Le vendredi 9 mars au QG de la MINUSMA à Badalabougou à Bamako, l'ensemble du système des Nations Unies au Mali a commémoré le 8 mars, au cours d'une cérémonie officielle en présence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies. De nombreuses personnalités ont été invitées parmi lesquelles les représentantes de la société civile ou encore l'artiste Tiken Jah Fakoly.

Annoncé par les maîtres de cérémonie en introduction, ce rassemblement n'a pas été la commémoration à laquelle

l'on pouvait s'attendre. Dans la cour de la MINUSMA, habillées pour la plupart aux couleurs de l'événement, les femmes présentes et les hommes qui les soutenaient ont véritablement célébré le 8 mars. Une célébration festive mais loin d'être dénuée de sens et d'utilité, tel qu'expliqué par Mme Bernadette Sène, la Cheffe par intérim de l'Unité Genre de la MINUSMA, lors de son allocution de bienvenue. « La Journée Internationale des Femmes est l'occasion, chaque année, de faire le bilan des progrès accomplis en ce qui concerne les mesures

prises visant à promouvoir l'égalité entre les genres ainsi que l'autonomisation des femmes à travers le monde. L'adoption de la loi sur le quota en faveur de la promotion du genre aux niveaux des fonctions nominatives et





électives, constitue une grande avancée pour les femmes de ce pays. Toutefois, des efforts restent à faire en ce qui concerne son application effective, » a-t-elle déclaré.

Le ton est donné : ici, il est question de réflexion, en témoigne les invités et leurs propos. Tour à tour les responsables de la société civile et ceux de la MINUSMA, se sont succédés au pupitre pour rappeler le rôle de la femme dans la société et surtout, l'importance du respect de ses droits. Invité d'honneur, l'artiste et activiste Tiken Jah Fakoly, a offert au public un live de certains de ses morceaux mais a également adressé plusieurs messages forts.

Introduit par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies (RSASG), en charge du pilier politique de la MINUSMA, M. Koen Davidse, qui dira de lui qu' : « il n'a jamais choisi le chemin le plus facile dans la vie mais toujours le plus juste, » Tiken Jah a longuement évoqué le souvenir de sa défunte mère, « à laquelle il doit tout ». Rappelant son attachement au respect des droits de la femme, il a aussi insisté sur son autonomisation et ce, dès son plus jeune âge. « C'est la raison pour laquelle à chaque fois que je construis une école (ndlr : à travers son programme

un concert-une école qui a permis d'en construire six en Afrique de l'ouest), je demande à ce que les filles soient prioritaires dans les inscriptions, » dira l'artiste, à qui l'assistance répondra par une ovation. Dans la foulée, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, remettra à l'activiste qu'est Tiken Jah Fakoly, un diplôme de reconnaissance pour son engagement dans la lutte contre les violences basées sur le genre.

Question qui demeure d'actualité : la représentativité des femmes dans tous les domaines, y compris dans celui du maintien de la paix. Dans son intervention, le Chef d'Etat-major de la Force de la MINUSMA, le Général de Brigade Marc Ollier, a expliqué ce que la Force de la MINUSMA entreprend pour recruter plus de personnel féminin au sein de son effectif. La Représentante d'UNPOL (la Police des Nations Unies), le Commandant de Police Fatoumata Diaraye Diallo, a quant à elle témoigné de son engagement, en tant que femme, aux côtés des victimes de violences basées sur le genre. Un engagement qui date de nombreuses années et qu'elle a dû mener de front avec son rôle d'épouse et de mère.



Avant de lire le discours d'António Guterres, le Secrétaire général des Nations Unies et, en échos à son discours de la veille au Palais de Koulouba, M. Annadif a rappelé que, « le 8 mars ne doit pas être appelé fête, c'est une journée de réflexion, au cours de laquelle l'on doit s'interroger sur l'état d'avancement de la cause des femmes. »

DEUX THÈMES DISTINCTS POUR UNE MÊME LUTTE...

Placée sous le thème international, « L'heure est venue : Les activistes rurales et urbaines transforment la vie des femmes, » au Mali c'est : « La Femme, médiatrice pour la reconstruction de la cohésion sociale dans l'espace du G5 Sahel », qui a alimenté les débats et les réflexions. Pour la Représentante de la société civile malienne, le Docteur Maiga Mariam Djibrilla, le rôle de la femme est aujourd'hui capital dans le processus de paix au Mali. « Nous, femmes de la CMA, de la Plateforme, de l'Assemblée Nationale, de la société civile... Nous nous sommes réunies pour mettre en place un comité de plaidoyer auprès de la MINUSMA pour prendre en compte nos préoccupations dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, » a déclaré le Docteur Maiga avant d'ajouter :

« nous remercions d'ailleurs l'ensemble de nos sœurs de la MINUSMA, particulièrement de l'Unité Genre, pour avoir fait en sorte que l'engagement des femmes soit une réalité ».

Si Mariam Djibrilla Maiga a salué les nombreuses avancées en ce qui concerne l'implication des femmes, elle a tout de même rappelé que : « des défis restent auxquels il faut trouver des solutions. Telle que la question de la représentativité et de la gouvernance, » a-t-elle déclaré avant de préciser : « la loi 052 est une réalité mais moins de 2% participent au processus ».

Pour rappel, la loi N°052 du 18 décembre 2015 institue des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. Par exemple, dans son article 1er, elle stipule qu' : « à l'occasion des nominations dans les institutions de la République ou dans les différentes catégories de services publics au Mali, par décret, arrêté ou décision, la proportion de personne de l'un ou de l'autre sexe ne doit pas être inférieure à 30% ». Une loi dont l'application pleine et entière constitue un objectif majeur pour les activistes au Mali.



LA MINUSMA SOUTIENT LES CONCERTATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES DE TAOUDÉNIT

Le 6 février dernier a eu lieu à Tombouctou, la cérémonie de lancement des concertations intercommunautaires de Taoudénit. Placée sous la haute présidence du Ministre des collectivités territoriales du Mali, ces concertations se sont tenues en présence du Gouverneur de Taoudénit, des autorités du Collège Transitoire de Taoudénit, des chefs des groupes armés signataires de l'accord pour la paix et elle permettra aux habitants de la région, de discuter de nombreuses questions. Le Directeur Pays du PNUD, le Chef de bureau de la MINUSMA à Tombouctou et les

représentants des agences des Nations Unies (OCHA, HCR, FAO), tout comme les notabilités de Taoudénit, les chefs de fractions, des associations féminines et la société civile.

Ces concertations s'inscrivent dans le cadre de l'appui du Système des Nations Unies dans sa globalité et du PNUD en particulier à travers le projet : appui aux autorités intérimaires de Taoudénit et Ménaka, financé par le fonds de consolidation de la Paix (PBF) au Mali.

Pendant trois jours, les

participants se pencheront sur l'instauration d'un climat de confiance entre les membres des communautés, les organisations de la société civile et les membres du collège transitoire. Ils se focaliseront également sur le renforcement des capacités des membres de l'autorité intérimaire et des acteurs du développement de la région de Taoudénit.

Lors de ces rencontres qui ont réunis autour d'une même table le Gouvernement, les groupes armés, le PNUD, la MINUSMA les maîtres mots ont



LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ AU MALI : LE PLAIDOYER ET LE LOBBYING AU CŒUR D'UN ATELIER FINANCÉ PAR LA MINUSMA



été : paix, cohésion sociale, sécurité, promotion du vivre ensemble, installation effective de l'administration dans la région et le cercles de Taoudénit, identification des sites d'installation des cercles et communes, accompagnement etc...

Les besoins sociaux de base tels que : l'eau, les infrastructures sociales (écoles et postes de santé), ou encore les routes, sont les principales doléances exprimées par les représentants des populations.

Les groupes signataires de l'accord présents, en l'occurrence la CMA et la Plateforme, disent non seulement adhésés au principe du vivre ensemble mais aussi sont prêts « à s'y investir pour atteindre l'objectif d'une paix durable au Mali ».



Les jeudi 8 et vendredi 9 février derniers, s'est tenu un atelier de renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile (OSC) sur le plaidoyer et le lobbying, dans le cadre de la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) au Mali.

Deux jours durant, une cinquantaine de participants se sont penchés sur les techniques de plaidoyer/lobbying orientées sur les enjeux et

les perspectives normatives, institutionnelles et politiques de la RSS ; l'identification et la priorisation des enjeux et des défis de plaidoyer/lobbying, dans le cadre de la fonctionnalité du Commissariat de la RSS ; la dotation des OSC d'un plan stratégique opérationnel en matière de plaidoyer/lobbying, afin de contribuer efficacement à la mise en œuvre du processus RSS/DDR (Désarmement Démobilisation et Réinsertion).

Organisé par la structure panafricaine ARGA-Mali et financé par la MINUSMA, cette rencontre est la suite logique d'une série qui a pour but de mieux outiller les OSC, pour rehausser la qualité de leur implication en la matière. La cérémonie d'ouverture des travaux était présidée par le représentant de la Division RSS/DDR de la MINUSMA, Eric Blaise, en présence du représentant d'ARGA-Mali,



Aboubacar Diallo. L'atelier a enregistré la participation active de l'Inspecteur général de Police, Ibrahima Diallo, Commissaire à la Réforme du Secteur de la Sécurité. M. Diallo a procédé à un tour d'horizon des étapes de la mise en œuvre de la RSS au Mali ; un historique des activités/actions du commissariat à la RSS ; une brève présentation de la stratégie nationale RSS au Mali.

ARGA est une organisation panafricaine qui s'est donnée pour vocation de refonder la gouvernance dans les Etats. Depuis près d'une décennie, elle est associée à la plupart des grands projets et programme au Mali, sur les questions liées aux réformes politiques et institutionnelles et, celles relatives à la paix, à la sécurité et à la réconciliation nationale. Dans son allocution, le représentant d'ARGA-Mali, Aboubacar Diallo, a rappelé que : « pour permettre à la population

de jouer pleinement son rôle dans la mise en œuvre de la RSS, l'ARGA - Mali et la MINUNMA ont entamé un programme de renforcement des capacités des OSC sur la RSS qui s'étend sur trois ateliers ».

Pour sa part, le représentant de la Division RSS/DDR de la MINUSMA, Eric Blaise a affirmé que la MINUSMA est convaincue du rôle inestimable que doit jouer la Société civile dans le processus national RSS-DDR. C'est pourquoi, dit-il : « plusieurs ateliers de renforcement de capacité des femmes et des jeunes sur les questions RSS/DDR ont été appuyés par la MINUSMA à travers d'autres structures comme le CNJ, l'EMP, la CONASCIPAL, ARGA, la PEJ-RSS/DDR et ce, en vue de permettre de s'approprier du processus national de la RSS au Mali et de s'imposer dans sa mise en œuvre ». Selon lui, la MINUSMA continue son appui

au gouvernement du Mali sur les questions RSS/DDR, à travers le Commissariat à la réforme de la sécurité, dont l'examen de l'avant-projet de stratégie nationale de la réforme du secteur de la sécurité au Mali était en cours. Selon lui, la majeure partie de la population pense à tort que la sécurité est uniquement l'affaire des forces de défense et de sécurité. « Tous les acteurs notamment les Organisations de la société civile devront être impliqués, car les menaces de sécurité demeurent variées et se manifestent très souvent au niveau local. Ainsi, il se trouve que la société civile ne disposant pas toujours de références techniques pour faire porter sa voix. Il est donc plus qu'important de renforcer les capacités des OSC maliennes afin de leur permettre de disposer d'expertise pratique en termes de plaidoyer/lobbying dans le cadre de la mise en œuvre de la RSS, » a-t-il dit.

LA MINUSMA FORME DES ACTEURS DES DROITS DE L'HOMME POUR LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ



Le 6 février dernier s'est tenue, à l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye, la cérémonie d'ouverture de la 5ème session de formation en Droit International des droits de l'homme, Droit International Pénal et Droit des Réfugiés. Une cérémonie placée sous la présidence du Ministre des droits de l'homme, Mme Kadidia Sangaré.

Jusqu'au 10 février prochain, date à laquelle prendra fin la « 5ème session de formation en Droit International des droits de l'homme, Droit International Pénal et Droit des Réfugiés », les participants, parmi lesquelles se

trouvent d'éminents chercheurs et des praticiens chevronnés, plancheront sur le thème : « Le Procès Pénal International ». L'objectif étant de trouver des réponses pour mieux adresser la lutte contre l'impunité et mieux promouvoir le droit des victimes de violations et d'abus des droits de l'homme, à la justice.

En cinq ans de présence au Mali (2014 à 2017), cette session de formation a permis de former 514 personnes, dont des acteurs de l'administration de la justice, des officiels gouvernementaux, des forces de défense et de sécurité,

des défenseurs des droits de l'homme, des parlementaires et des universitaires. Elle est le fruit d'un partenariat réussi entre la Fondation Friedrich Naumann pour la Liberté, La Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA (DDHP), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Fondation René Cassin, Institut International des droits de l'homme.

Cette session 2018 enregistre une hausse de la participation avec une centaine de personnes venues de 14 pays. Parmi les participants maliens, l'on compte

des députés et des maires, des membres de la Commission Nationale des droits de l'homme dont le Président, des magistrats et avocats, des officiers de police judiciaire, des défenseurs des droits de l'homme dont des responsables d'ONG, des cadres de plusieurs départements ministériels.

Avant de déclarer ouverte la 5ème session, Mme le Ministre des droits de l'homme qui représentait le Premier Ministre Soumeylou Boubeye Maiga, a insisté sur les défis actuels au Sahel. Mme Kadidia Sangaré Coulibaly a exprimé la reconnaissance du Gouvernement à l'égard de l'engagement de ses partenaires à faire du Mali, un pôle de recherche dans le domaine des droits de l'homme. Selon Mme le Ministre, outre le respect des droits de l'homme, cette session,

« contribuera à la quête de réponse durable et rapide à la crise que le Mali traverse ».

Mme Mbaranga Gasarabwe, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Coordinatrice humanitaire et Coordinatrice résidente du Système des Nations unies au Mali, a quant à elle salué la bonne collaboration entre le l'ONU et le Gouvernement du Mali et d'autres acteurs du domaine de la défense et de la promotion des droits de l'homme. Mme Gasarabwe a également mis l'accent sur la valeur ajoutée des projets dont bénéficient les victimes, tout en rappelant que : « Les implications de ce processus de paix en termes de respect des droits de l'Homme, de lutte contre l'impunité et de justice pour les victimes sont importantes. Aussi revient-il à

l'ensemble des acteurs, dans une synergie agissante, de travailler à cette fin pour qu'enfin le Mali renoue définitivement avec la paix et la stabilité ».

Pour le Directeur de la DDHP de la MINUSMA et Représentant du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Guillaume Ngefa, cette session est l'occasion pour les participants, « d'approfondir la réflexion sur la problématique des droits de l'homme, de la justice transitionnelle et de partager les bonnes pratiques pour une meilleure administration des dossiers judiciaires complexes, traitant des violations graves du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit des réfugiés ».



PROTECTION ET VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE : À GAO, LA POLICE DE L'ONU POURSUIT SON APPUI AUX FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNES



La police des Nations Unies (UNPOL) à Gao, a organisé une nouvelle session de renforcement des capacités, à l'endroit des forces de défense et de sécurité maliennes (FDSM). Cette session, qui a débuté le 12 et qui prendra fin le 16 février, porte sur la protection et les violences basées sur le genre (VBG).

19 éléments des FDSM dont deux femmes, ont pris part à

cette formation de cinq jours qui a pour but de les outiller afin que, dans leur travail au quotidien, ils prennent mieux en charge ces cas. « Nous avons prévu de dispenser cette formation, au profit des FDSM, sur les violences basées sur le genre, les violences sexuelles, les violences domestiques et autres formes de violences. Le but est d'inciter les forces maliennes à accentuer la prise en compte

de ces thématiques dans leurs missions au quotidien, » a expliqué l'officier de police Zeinabou Seydou de l'Unité genre d'UNPOL à Bamako.

Pour mieux édifier les participants sur la thématique principale de cette session de formation, la section des Droits de l'Homme et de la Protection, représenté par M. Mahamane Coulibaly, animera des modules

sur les notions de base des droits de l'homme, le lien entre le droit international humanitaire et les droits de l'homme, les obligations de l'Etat, la surveillance de l'application des droits de l'homme, les différents types de violations des droits de l'homme susceptibles d'être commis par les FDSM, ainsi que les conséquences de telles violations. « Nous sommes honorées de prendre part à cette formation qui va approfondir nos connaissances en matière de violences basées sur le genre, nous faciliter la prise en compte des

questions de genre et la protection des personnes vulnérables dans nos activités professionnelles, » a fait savoir le lieutenant Fatoumata Iboune Maiga de l'administration pénitentiaire de Gao.

Cette session de renforcement de capacités est aussi un cadre d'échange et de partage entre formateurs et participants. C'était l'occasion pour l'inspecteur principal de Police Nouhoum Cissé, de s'exprimer sur certaines techniques qui prennent en compte la protection des femmes pendant

leurs interventions. « Si pendant nos interventions, nous arrêtons une femme, nous lui demandons de nous suivre sans être menottée. Ensuite nous l'orientons vers l'unité genre de la Police après l'audition pour que les dispositions requises soit observées pour sa prise en charge, » a-t-il expliqué.

Plusieurs sessions de formations ont déjà eu lieu dans la région de Gao, depuis le déploiement de la Mission de l'ONU. La tenue de ces formations étant le principal moyen pour soutenir les FDSM, comme le stipulent les mandats

successifs accordé à la MINUSMA par le Conseil de sécurité des Nations Unies. De plus, la Police des Nations Unies à Gao effectue de nombreuses patrouilles de jour comme de nuit, de courtes, moyennes et longues portées, pour la protection des populations et de leurs biens. A l'instar des autres localités des régions du nord du Mali, ces patrouilles se font régulièrement à Gao, Ansongo et Ménaka, en appui aux forces de défense et de sécurité maliennes qui, sur le terrain, prennent la conduite des opérations.



SOUTENIR LA RÉINSERTION SOCIALE EN DÉTENTION POUR PRÉVENIR LA RÉCIDIVE



Ré-ouverte en février 2014 après avoir été ravagées par de long mois d'occupation par les groupes armés, la Maison d'Arrêt et de Correction (MAC) de Gao, fait l'objet d'importantes rénovations, auxquelles la MINUSMA a apporté sa contribution financière à hauteur de 25.000.220 FCFA. Ce montant était destiné à construire un mur autour de la MAC de Gao et à doter celle-ci d'équipements afin d'améliorer son système de sécurité. La Mission onusienne a également financé le programme de la réinsertion sociale des pensionnaires afin de prévenir la récidive pour un montant total de 5.622.950 F CFA.

« Le châtiment corporel n'a pas sa place dans notre établissement pénitentiaire, » a déclaré le lieutenant Djibril Koïta, chef d'établissement de la MAC de Gao, suite aux nombreuses formations dans le domaine des droits de l'homme offertes par la MINUSMA, au profit des membres du personnel pénitentiaire. « La correction est mentale. Dès la réception d'un détenu, sa réinsertion sociale commence, » a-t-il poursuivi.

Abderhamane Maiga, 27 ans et célibataire, a été condamné en 2017 pour actes de banditisme. « Je viens de totaliser treize mois en prison, » se désolait-il

avant de se souvenir du jour où sa sentence est tombée : « Je me suis pris une humiliation et ai immédiatement compris la gravité de mes actes ». Il s'est tout de même réjoui du fait que son passage à la MAC lui ait offert la possibilité d'apprendre un métier dans le domaine de la maroquinerie. « C'est la chose la plus importante qui me permettra de survivre après ma libération, » a-t-il conclu.

En l'absence d'interventions efficaces, les risques de récidive sont probables. « La réinsertion socioprofessionnelle des détenus est une des solutions, voire la seule solution réelle pour sans

doute atténuer ces risques, » a insisté le Chef d'établissement de la MAC de Gao, qui remercie le contingent néerlandais de la MINUSMA d'avoir débloqué un montant de 2.528.450 FCFA pour la formation de 15 détenus en maroquinerie. Les pensionnaires sont initiés à comment choisir, mouiller, colorer, joindre, tendre, sécher et polir la peau. En outre, ils apprennent à fabriquer des portefeuilles pour homme et femme, des sandales, des porte-clés, des cartables ou encore des ceintures.

Toujours en collaboration avec la MINUSMA à travers sa section des affaires judiciaires et pénitentiaires, la Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée (DRAPES), organise aussi des cours d'alphabétisation fonctionnelle pour apprendre aux détenus à lire et à écrire dans les langues locales, notamment en sonrai, tamashek, bambara, arabe ou en français, selon leur choix. Cette activité est financée par la MINUSMA à hauteur de 3.094.500 FCFA.

La plupart des pensionnaires ne réussissent pas à réintégrer la société en tant que citoyens respectueux de la loi. C'est pour cette raison que des programmes de réinsertion sociale ont été initiés en vue de prévenir la récidive. « C'est une expérience que nous sommes en train de réussir au niveau de la Maison d'arrêt et correction de Gao, grâce bien entendu, à un partenariat solide avec la MINUSMA, » a assuré M. Lamissa Berthe, Directeur DRAPES.

Cadre de collaboration entre le Bureau des Droits de l'Homme et de la Protection et l'administration pénitentiaire de Gao

Le bureau des droits de l'homme et de la protection (BDHP) de la MINUSMA à Gao effectue un suivi hebdomadaire de la détention à la Maison d'arrêt et correction de Gao. Dans ce cadre, les chargés des droits de l'homme échangent régulièrement avec les détenus sur leurs conditions de vie et de détention. En outre, ces visites régulières permettent au BDHP d'échanger avec l'administration pénitentiaire, au cas échéant, sur les irrégularités constatées et les mesures urgentes à prendre, conformément aux standards internationaux relatifs aux droits de l'homme dans

les lieux de détention. Une attention particulière est accordée aux cas de détentions, en lien avec le conflit ainsi que sur la détention des personnes vulnérables (mineurs, femmes, personnes en situation d'handicap...).

Par ailleurs, le BDHP a initié avec l'administration pénitentiaire un programme hebdomadaire de renforcement des capacités des agents pénitentiaires sur les normes relatives au respect des droits de l'homme dans la prison. Ces sessions se tiennent tous les jeudis à la Maison d'arrêt et correction de Gao et regroupent à la fois ses responsables et agents pénitentiaires.

« Avec une assistance continue de la part de la MINUSMA, le défi majeur de l'humanisation de la Maison d'arrêt et de correction de Gao est en train d'être surmonté, » a conclu le lieutenant Djibril Koïta, son chef d'établissement.



L'ÉDUCATION ET LA RÉDUCTION DES VIOLENCES COMMUNAUTAIRES : L'ENJEU DE DEUX PROJETS À BOUREM



Une délégation du bureau régional de la MINUSMA à Gao s'est rendue à Bourem mardi 20 février pour la remise officielle d'un projet à impact rapide et un projet de réduction des violences communautaires. Le premier porte sur la réhabilitation et l'équipement de la Medersa (école franco-arabe) «Darou Al Hadis», et le second, sur l'aménagement d'un périmètre maraîcher de cinq hectares pour les femmes de la localité.

Entièrement financé par la MINUSMA, le coût de la réhabilitation et l'équipement de l'école franco-arabe s'élève à plus de 50 millions de FCFA grâce aux fonds assignés aux Projets à Impact Rapide. Cette

école est historique car elle a été construite il y a 37 ans, par les communautés de Bourem elles-mêmes.

Actuellement fragilisée par la vétusté, elle était devenue très dangereuse pour les élèves et leurs enseignants. « Cette école existe depuis plus de 35 ans à banco et aucune organisation n'a pris l'initiative d'assurer sa réhabilitation. Aujourd'hui, grâce à la MINUSMA, l'école est réhabilitée avec une qualité de ciment, clôturée, équipée et électrifiée à base d'énergie solaire, » s'est félicité M. Abou Mohamed, Directeur de la Medersa «Darou Al Hadis» de la commune de Bourem.

La Medersa Darou Al Hadis située dans le quartier de Djambourou se donne pour mission de recenser et instruire les enfants désireux d'apprendre en même temps le français et l'arabe dès le premier cycle. Elle contribue également à lutter contre le décrochage scolaire et l'exploitation des enfants par les marabouts dont l'enseignement ne répond pas aux normes académiques. Parmi les onze enseignants, quatre sont francophones, parmi les 500 élèves dont 195 filles sont repartis entre le premier et le second cycle.

Les élèves viennent de la commune de Bourem et des localités avoisinantes.

« Conformément au mandat qui est assigné à la MINUSMA à travers la résolution 2364 (2017) du Conseil de Sécurité, notamment en ce qui concerne la restauration de l'autorité de l'Etat et la réduction des violences communautaires, ces projets témoignent de la volonté des Nations Unies de supporter les efforts des autorités de fournir à leurs communautés, les services sociaux de base dont fait partie l'éducation... » A déclaré M. Jean-Louis Queson, Officier des affaires civiles et représentant le Chef du Bureau de la MINUSMA à cette cérémonie.

Quant au périmètre maraîcher situé au nord-ouest de la ville de Bourem, il a coûté plus de 50 millions de francs CFA, également financé par la MINUSMA. Son aménagement a mobilisé 1656 employés dont majoritairement des femmes. « Nous sommes très contentes de ce projet de maraichage financé par la MINUSMA. Il nous a permis de travailler de façon rémunérée et cet argent a permis aux femmes de la commune de faire face aux dépenses familiales. Ce jardin est un patrimoine pour nous les femmes de Bourem et il reviendra aux générations futures, » a soutenu Mme Bintou Mahamne Djittèye, Présidente de la Coordination Associations, ONG et Organisations Féminines (CAFO) du cercle de Bourem.

Ce périmètre maraîcher de cinq hectares contribuera à l'amélioration de la sécurité, à travers de nouveaux services de qualité. Les femmes qui sont regroupées autour du périmètre maraîcher favoriseront un dialogue, surtout qu'elles sont généralement des vecteurs de cohésion sociale. Les revenus qui seront générés contribueront à l'amélioration des conditions de vie des ménages de Bourem. Les jeunes en proie à la violence, seront temporairement employés dans ce projet, en attendant que le processus de cantonnement commence. « J'aimerais souligner la cohésion sociale qui a été accentuée grâce à ce projet de maraichage. Cependant, nous attirons l'attention de la MINUSMA sur l'accès à l'eau qu'il faudra améliorer parce que les deux puits font chacun 35 mètres de profondeur. Nous demandons donc à la MINUSMA de nous trouver des solutions adaptées pour mieux avoir accès à l'eau pour arroser ce joyau, » a-t-elle suggéré.

Avant cette phase de remise officielle, des actions de sensibilisation des communautés sur le

processus du DDR, la cohésion sociale et la mise en place du comité de gestion du périmètre maraîcher ont été effectuées par la section RSS/DDR et son partenaire d'exécution, l'ONG GREFFA (Groupe de Recherche d'Etude de Formation Femme Action). « C'est toujours avec un réel plaisir que nous recevons les délégations de la MINUSMA à Bourem car, nous apprécions hautement le rôle primordial qu'elles jouent dans notre pays. C'est le lieu de remercier une fois de plus la MINUSMA pour avoir accepté de réaliser un certain nombre de projets pour nos communautés, » a fait savoir M. Amadou Touré, le Maire de la Commune de Bourem.

Dans son allocution, le sous-préfet de Bourem, M. Bakary Keita, a rappelé la construction d'un magasin de stockage de matériel électoral ainsi qu'une salle de conférence de la Mairie. Selon lui, ces deux nouveaux projets expriment la pertinence des actions de la MINUSMA dans la région. « Nous exprimons toute notre reconnaissance à la MINUSMA pour ce qu'elle vient de faire à Bourem, dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'Etat à travers l'accès aux services sociaux de base, » a-t-il déclaré.

La délégation de la MINUSMA venue de Gao était composée de la section des Affaires civiles, la section en charge de la réforme du secteur de la sécurité, de démobilisation, du désarmement et de la réinsertion (RSS – DDR), la section de l'Information Publique et de la Communication, La Police des Nations Unies et les Militaires Observateurs. La sécurisation de la mission était assurée par le contingent Bangladais de la MINUSMA à Gao.



GAO : LES RADIOS LOCALES RELÈVENT LES DÉFIS DE LA QUALITÉ ET LA PUISSANCE DES ÉMETTEURS AVEC L'APPUI DE LA MINUSMA



A Gao, dans le nord du Mali, les radios locales avaient des difficultés à émettre au-delà de la ville. Il y a un peu plus d'un an, la Mission de l'ONU au Mali a installé des émetteurs amplifiés à travers un projet à impact rapide. Et cela a contribué à pousser les frontières de l'information dans la région.

« On avait vraiment un véritable problème de matériel. Les émetteurs amplifiés nous amènent très loin », affirme Ousmane Abdoulaye Touré, directeur de la radio Naata. « Très loin », sa radio est désormais écoutée jusqu'à une cinquantaine de kilomètres de la ville de Gao, dans des zones où l'accès à l'information est vitale avec la situation sécuritaire. « Nous sommes aujourd'hui dans une situation où on peut informer, éduquer et sensibiliser nos auditeurs un peu partout », se réjouit M. Touré.

Des déclarations confirmées par Yacouba Agachi Maiga, habitant de la commune Soni Aliber, près de Gao : « Souvent je vais voir les animaux et jusqu'à encore 30km de mon village, en brousse, je reçois la radio cinq sur cinq. » « Avant, on pouvait capturer, mais pas assez bien. Mais aujourd'hui,

j'écoute régulièrement les contes et je suis chaque journal », témoigne un autre habitant.

Dans la région, l'aide de la Mission de l'ONU s'est également étendue à la professionnalisation des radios locales. « La qualité de travail s'améliore de jour en jour. Nous avons bénéficié des appareils de reportage que nous utilisons sur le terrain », explique Kader Touré, directeur de la radio Annia. Mais au-delà de tout, poursuit-il, la formation sur les techniques de diffusion et la déontologie ont été vitales pour ces radios, au moment où le tissu social s'était fortement dégradé.

Toutefois, des difficultés demeurent. Absence de formation continue ou encore manque de ressources financières, ces radios doivent pourtant vivoter pour garder leurs journalistes, pour la plupart des « bénévoles. » Et cela laisse planer des envies de départ des journalistes. « Il y a les élections qui arrivent. Ils seront toujours tentés d'aller vers qui donne mieux (salaire, ndlr). Et cela peut fausser les choses », s'inquiète Kader Touré.

13 FÉVRIER, JOURNÉE MONDIALE DE LA RADIO !

Suivez la vidéo officielle ici : <https://youtu.be/9NeSZbTadl0>

Quel média permet d'atteindre le plus large public à l'échelle mondiale ? C'est la radio ! A l'heure où les moyens de communication progressent à une vitesse phénoménale, la radio a toujours d'immenses potentialités. Elle nous divertit, nous éduque, nous informe et nous inspire. Elle rassemble les communautés, les renforce, et permet aux personnes marginalisées de faire entendre leur voix.

Cette année, et alors que les Jeux Olympiques d'hiver s'ouvriront bientôt, c'est l'occasion de rappeler combien les nombreuses manières dans la retransmission des événements sportifs permettent de rassembler les gens.

En cette Journée mondiale de la radio, nous honorons à la fois la radio et le sport. C'est le vecteur qui ouvre pour chacun le champ des possibles. Merci.

LE «FESTIVAL DU VIVRE-ENSEMBLE» : 15 000 PERSONNES ET 150 LEADERS COMMUNAUTAIRES DE TOMBOUCTOU ET TAODÉNIT RÉUNIS POUR LA COHÉSION SOCIALE ET LA PAIX



La Direction du «Festival du Vivre-Ensemble», en partenariat avec le Bureau régional de la MINUSMA, a officiellement lancé, le 10 février dernier à l'auberge du Désert de Tombouctou, la deuxième édition dudit festival à travers une conférence. Cette deuxième édition s'est poursuivie jusqu'au 12 février, à travers des débats citoyens, des prestations musicales d'artistes de renommées nationales et internationales, des visites touristiques, des foires exposition ainsi qu'un tournoi de football.

Cette rencontre a réuni environ 150 leaders communautaires de Tombouctou et Taoudénit dans leurs diversités, en présence des Ministres de l'emploi et de la formation professionnelle, M. Maouloud Ben Khatra, du Développement Industriel, M. Mohamed Ali Ag Ibrahim, du Gouverneur de la région de Tombouctou, M. Ahmadou Ag Koina et, de la Marraine de l'évènement, Mme Maiga Aziza Mint Mohamed, Député de Tombouctou. Les présidents

des autorités intérimaires de Tombouctou et du collège transitoire de Tombouctou, ainsi que le Chef de Bureau de la MINUSMA à Tombouctou étaient également présents.

Dans l'après-midi, environ 5000 personnes, issues de toutes les communautés de Tombouctou et de Taoudénit ont participé au concert d'ouverture au stade municipal. La première note musicale a été offerte au public par la troupe artistique de

Tombouctou, gagnante de la biennale artistique et culturelle nationale tenue à Bamako en décembre 2017.

Deux débats ont eu lieu à l'Auberge du Désert et à la Maire de Tombouctou. Le premier sur le rôle des leaders communautaires et des élus, dans le cadre de la cohésion sociale et du vivre ensemble. Le second a porté sur l'extrémisme violent, au profit de 200 jeunes de toutes les communautés. Cette séance d'échanges a vu la participation des représentants de la société civile, des leaders de la jeunesse de Tombouctou et Taoudénit, du Maire de la ville, du Député élu à Tombouctou, du Président des Autorités intérimaires de Tombouctou, ainsi que du Chef de Bureau de la MINUSMA, M. Riccardo Maia.

Un dîner de gala s'est tenu, le 11 février au soir à l'Auberge du désert, avec la participation des

autorités locales traditionnelles et administratives, des organisateurs de l'évènement, des leaders communautaires, en présence des officiels venus à Tombouctou pour le festival.

Dans l'après-midi du 12 s'est aussi tenu, au stade municipale la finale du «Tournoi du vivre ensemble», initié par le Bureau de l'Information Publique de la MINUSMA, dans le cadre de ce festival.

Les festivités ont pris fin dans la nuit du 12 au 13 février par une animation musicale, avec la participation de l'ensemble des artistes locaux de Tombouctou et ceux venus de Bamako. Parmi eux, des artistes au talent internationalement reconnus et ressortissants de la région comme, Vieux Farka Touré ou encore Khaira Arby et Oumar Konaté et Kader.



LES RETOMBÉES DU FESTIVAL DU VIVRE ENSEMBLE DE TOMBOUCTOU



Du 10 au 12 février 2018, s'est tenue à Tombouctou, avec l'appui du Bureau régional de la MINUSMA, la deuxième édition du «Festival du Vivre Ensemble». Pendant trois jours, Tombouctou a vécu au rythme des débats citoyens, des prestations musicales d'artistes de renommées nationales et internationales, de visites touristiques, de foires-expositions et d'un tournoi de football. Près de 17.000 personnes issues de toutes les communautés des régions de Tombouctou et de Taoudénit ont participé à cet événement majeur, qui visait à promouvoir la cohésion et la paix mais également, le relèvement de l'économie locale.

« Notre seule combat doit être l'unité de notre pays, l'amour entre les fils d'un même pays et le développement de cette ville. J'ai la conviction, que cette ville hébergera des milliers d'étrangers qui viendront chercher richesse et savoir comme ce fut dans le temps, » a souligné le Ministre de la Formation Professionnel, Maouloud Ben Khatra, lors de son discours d'ouverture du festival.

UN BRASSAGE COMMUNAUTAIRE POUR POUVOIR REVIVRE ENSEMBLE

Le conflit de 2012, a détérioré le tissu social, la méfiance s'est installée entre les communautés

et la peur de l'exclusion s'est répandue.

Il fallait donc que les communautés se parlent, qu'elles dialoguent, afin de retrouver cet art du vivre ensemble qui depuis des siècles est l'identité de la ville et de la Région de Tombouctou. Deux débats ont ainsi été organisés à l'Auberge du Désert et à la Mairie de Tombouctou. L'un sur " le rôle des leaders communautaires et des élus dans le cadre de la cohésion sociale et du vivre ensemble " l'autre relatif au " rôle des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent ".



Plusieurs artistes se sont produits au cours de concerts mémorables au stade municipal. Parmi eux des ambassadeurs de la région dans le monde entier : Zicozi, Lodia, Vieux Farka Touré, Khaira Arby, Oumar Konaté ou encore Kader, ont permis de faire de ces retrouvailles, une véritable fête populaire.

Ces différentes activités qui ont mobilisé, dans leurs diversités, toutes les communautés de Tombouctou et Taoudénit, traduisent leur aspiration commune à la paix et à la réconciliation nationale. Un motif de satisfaction pour Baba Moulaye, le Président du Forum des Organisations de la Société Civile de Tombouctou qui s'en félicite : « que ce soit aux débats, aux concerts, ou à la foire, les communautés, sans distinction étaient ensemble. Ça me fait chaud au cœur de voir qu'on est avec toutes ces communautés en train de parler de la sécurité, de la paix, du vivre ensemble et du pardon. C'étaient de véritables retrouvailles, des moments d'échanges ! »

Les jeunes de Tombouctou n'ont pas manqué de montrer leur satisfaction devant une telle initiative qui leur a permis de se détendre sagement, voir

même de se défouler : « depuis la crise, c'est la première fois que j'assiste à un concert de ce genre, avec la participation de toutes les communautés, jusqu'à 2h00 du matin, c'est vraiment un signal fort du retour de la paix dans notre pays ! » s'est réjoui Jamula Hamoudi, habitante de Tombouctou.

Le sport est l'un des meilleurs vecteurs de rassemblement et d'intégration. Ainsi, en marge de ce festival, le bureau de l'information publique de la MINUSMA avec la direction du festival a initié un tournoi de football. Cette compétition a permis de rassembler quatre équipes mixtes de différents grains de jeunes, à travers les huit quartiers de la ville les 7 et 8 février au Lycée Mahamane Alassane Haidara et dont la finale s'est déroulée le 12 février au stade municipal, lors du festival. « Je suis envahi par l'émotion, cars nous avons joué dans un cadre très particulier, celui du vivre ensemble. Nous voyons que toutes les communautés sont représentées, cela est un signe de paix et un pas en avant! Peu importe qui remporte la coupe, c'est la paix qui gagne, » a martelé Mohamed Ag Mohamed, Capitaine de l'équipe vainqueur.

RAPPELER AUX JEUNES LEURS CULTURES ET RENOUER AVEC UN PASSÉ GLORIEUX

Au cours de son histoire, Tombouctou a connu plusieurs occupations, notamment touareg, marocaine et peuhl. Chacun de ces peuples est venu avec ses traditions tout en s'acceptant mutuellement, pour vivre ensemble en parfaite cohésion. Les populations ont toujours vécu au rythme de grandes manifestations culturelles, religieuses et artistiques, dans une société où l'éducation du futur adulte n'appartenait pas qu'à sa seule famille mais, à la communauté entière. Tombouctou est considérée comme la capitale intellectuelle et spirituelle et un centre de diffusion de l'islam en Afrique aux XV^e et XVI^e siècles. Classée en 1988 au patrimoine mondial de l'U.N.E.S.C.O. et en juin 2012 au patrimoine mondial en péril, avec ses trois grandes mosquées Djinguereber, Sidi Yehya, Sankoré, ses nombreux mausolées, ainsi que ses manuscrits anciens qui traitent de nombreux sujets et disciplines scientifiques.

La visite touristique guidée par Salem Ould Alhaje, écrivain et historien de la ville, a permis aux jeunes et aux participants venus de Bamako, de découvrir l'histoire de ces grands hommes et femmes, qui ont fait Tombouctou. « Cette visite nous a permis de comprendre le vécu de notre ville et de tous ses milliers d'hommes qui sont venus d'ailleurs. Ils ont été acceptés dans leur diversité à cause du vivre ensemble. Aujourd'hui c'est ce qu'on doit faire comprendre au monde entier, » a

déclaré M. Mohamed El Moctar, le Ministre de la Réconciliation nationales l'un des invités d'honneur de cette édition.

UN COUP DE POUCE APPRÉCIABLE À L'ÉCONOMIQUE LOCALE

Pour appuyer le relèvement de l'économie locale, véritablement asphyxiée par l'insécurité sur les principaux axes routiers de ravitaillement, une foire-exposition a été initiée au stade municipal par la Mairie et la chambre de Commerce. Cette initiative a réunie des commerçants et des artisans, qui ont littéralement cassé les prix de leurs articles pour en faire profiter les clients. « Nous n'avions jamais organisé une foire d'une telle ampleur. Plusieurs jeunes ont bénéficiés d'emplois temporaires, notamment des charretiers, des manouvres. Nous les commerçants, nous avons réussi à liquider nos articles, certains même ont épuisé leurs stocks, » a certifié Abdoulaye Aldjoumat Cissé, le Président du Syndicat des Commerçants Détaillants de la cité mystérieuse.

Les retombées économiques de cette activité ont également profité aux hôteliers, aux guides touristiques ainsi qu'aux transporteurs. Seydou Baba Kounta, guide touristique, y a trouvé son compte : « J'ai acheté un véhicule Toyota pour le transport, faute de marchés, ce véhicule est parké depuis juin 2017. Aujourd'hui, la tenue de ce festival m'a permis de reprendre mon activité et d'avoir une rémunération pour assurer certains besoins quotidiens de ma famille, » explique-t-il.



UN PROJET EN FAVEUR DE FEMMES ARTISANES LANCÉ PAR LA MINUSMA DANS LE CERCLE DE KIDAL



Le 15 février dernier, le bureau de la MINUSMA à Kidal, a procédé au lancement des activités du projet à impact rapide (QIP), dénommé, « Projet d'appui à la confection de tentes traditionnelles en cuir au profit des femmes du site de Chatte Tassick », sponsorisé par la division Stabilisation et Relèvement au quartier Intidbane de Kidal.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des dividendes de la paix et de la sécurité et relève du programme de stabilisation à la consolidation de la paix au Mali. Il bénéficiera aux 60 femmes du cercle de Kidal, regroupée au sein de l'association « Chatte Tassick ». D'un coût d'environ 17.700.000 F CFA (32.500 USD) sa réalisation est prévue pour durer trois mois et le suivi sera

assuré par l'Associations Femmes Action du Mali (ASFAM).

L'amélioration des revenus des femmes de l'association, à travers la confection et la commercialisation de tentes traditionnelles en cuir, une branche de l'artisanat dans le cercle de Kidal, est l'un des objectifs visé par ledit projet. Il devra aussi permettre aux femmes récipiendaires de retrouver leurs moyens de productions perdus à cause de la crise et d'améliorer la disponibilité de produits sur le marché mais aussi, d'accroître les revenus des exploitants.

Présents à la cérémonie, les bénéficiaires ainsi que les représentants de la société civile,

des ONG, l'autorité intérimaire et le chef de quartier, n'ont pas manqué d'adresser leurs remerciements à la MINUSMA pour le financement de ce projet au profit des femmes.

La représentante des femmes bénéficiaires, Mme Fatma Walet Inadou a remercié la mission de l'ONU pour cet acte important en faveur des associations féminines. Avec ce geste, la MINUSMA contribue une fois de plus à la stabilisation, à la paix et à la sécurisation des populations comme le lui enjoint son mandat. Enfin, cette initiative permettra d'améliorer les conditions de vie et de travail de 60 femmes mais aussi leurs familles touchées par la crise, en créant autour du projet des activités lucratives

pour les fabricants de tentes traditionnelles en cuir.

M. Lacksane Ould Ali, représentant le chef de bureau de la Mission à Kidal, a encouragé les associations et groupements récipiendaires à travailler pour la durabilité et la rentabilité du projet pour les communautés du cercle de Kidal. Tout en affirmant la

disponibilité de la MINUSMA pour accompagner la réinsertion socio-économique des populations de la région de Kidal, il a en outre souhaité que le projet à l'ordre du jour soit conduit conformément au cahier des charges et qu'il apporte joie et sourire dans les familles, d'ici la fin des trois mois.

Rappelons que c'est le troisième projet QIP (Projet à Impact Rapide) du même genre, réalisé par la Mission Onusienne, dans la région de Kidal. Les deux précédents étaient celui de 2016 en faveur du groupement des femmes d'Anéfif et, celui de 2017 pour celles de Kidal pour un coût de 43 millions de FCFA, au bénéfice de 3000 familles vulnérables de la région de Kidal.



GAO : LE VILLAGE DE HAMAKOULADJI BÉNÉFICIE D'UN PROJET DE RÉDUCTION DE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE



Le Bureau de la MINUSMA à Gao a organisé, le 6 février dernier, une mission à Hamakouladji, à 45 kilomètres de la commune urbaine de Gao, pour annoncer l'acquisition d'un projet de réduction des violences communautaires (CVR).

L'objectif de cette mission était d'informer les populations de ce village de la validation de leur projet de réduction des violences communautaires, qui sera entièrement financés par la MINUSMA, pour un montant de près de 54 millions de FCFA. Il s'agit de l'aménagement de 10 hectares de périmètres irrigués et de deux hectares

de maraichage. « Ce projet est une lueur d'espoir pour nous les femmes de Hamakouladji. Vous ne pouvez pas savoir les nombreuses difficultés que ce projet permettra de résoudre ici, surtout la sécurité alimentaire qui est une grande préoccupation chez nous, » a confié Mme Aminta Touré, représentante des femmes. La réalisation de ce projet permettra également de créer des emplois pour les jeunes en proie aux recrutements par des groupes armés et des groupes Djihadistes. Il contribuera aussi à réduire la violence communautaire et à créer un environnement favorable au

dialogue, ainsi qu'à la cohésion sociale entre la population civile et les combattants des groupes armés.

Ce projet de réduction des violences communautaires compte employer près de 4000 femmes et hommes. Ceux-ci construiront une digue de protection. Elle mesurera 1000 mètres de longueur avec quatre mètres de grande base, deux mètres de petites bases et une hauteur de deux mètres. Ces activités portent aussi sur le labour et le transport du banco sur la digue, le compactage et l'ex cavage de la digue pour sa



stabilisation et plus de résistance face aux crues, la plantation en haie vive du pourtour de la plaine avec 1000 plants, en vue de protéger le périmètre contre les intempéries...

QUELS RÉSULTATS CONCRETS POUR LES BÉNÉFICIAIRES?

Les exploitants de ces deux périmètres seront organisés en association (organisation paysanne). Ils mettront en place un règlement intérieur dans le cadre de la pérennisation de l'exploitation de l'aménagement. Un système de redevance basée sur une contribution en nature sera mobilisé pendant la récolte. Cette redevance servira à prendre en charge les coûts de fonctionnement, au-delà de la mise en œuvre du projet, à savoir : Le carburant, l'entretien des motopompes, l'achat groupé de fertilisants, d'engrais, les semences etc... La récolte servira à prendre les besoins alimentaire des exploitants et le surplus sera vendu aux populations à un prix relativement accessible par rapport à celui du marché. Les revenus permettront de faire face à d'autres dépenses des ménages comme les frais de scolarité des enfants, les frais de santé de la famille... « Cette opération va à la fois occuper les jeunes du village, assurer son ravitaillement en nourriture, faire du commerce et avoir des revenus... Nous ne cesserons jamais de remercier la MINUSMA pour cette grande réalisation qu'elle fera chez nous, » a lancé le chef du village, M. Mohamone Issaka.

D'AUTRES INITIATIVES EXISTENT DANS LA RÉGION POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES COMMUNAUTAIRES

Les notabilités de la localité ont profité de la présence de la délégation de la MINUSMA, pour

tenir une assemblée générale d'information sur les principes des projets de réduction des violences communautaires. « La MINUSMA a réalisé d'autres projets comme celui-ci à Gao, comme dans d'autres régions. Nous espérons qu'il sera un vecteur de cohésion sociale et de paix, » a expliqué M. Ousmane Mahamadou de la MINUSMA. La délégation de la Mission des Nations Unies au Mali était conduite par la section en charge de la Réforme du Secteur de la Sécurité, du Désarmement, de la Démobilisation et de la Réinsertion (RSS/DDR), porteuse du projet. D'autres sections de la Mission, que sont les Divisions des Affaires Civiles, celle des Droits de l'Homme et de la Protection (DDHP), le Bureau de l'Information publique et de la Communication ainsi que la Police des Nations Unies (UNPOL), faisaient également partie de cette délégation.

Sur la route du retour vers Gao, à 20 km de Hamakouladji, la délégation de la MINUSMA s'est arrêtée à Forgho pour réévaluer les projets CVR dans ce village. Le 17 décembre 2017, une première visite avait eu lieu et des réserves avaient été émises quant à la qualité des travaux réalisés par le prestataire. Après avoir constaté la prise en compte des remarques faites à ce moment-là et sur avis favorable des bénéficiaires (communautés, notabilités et municipalité), la délégation a procédé à la remise officielle des projets de réduction de la violence communautaire, des huit périmètres maraichers de Forgho. Ces projets ont coûté plus de 56 millions de FCFA, mis à disposition par la Mission des Nations Unies au Mali.

PRÈS DE 400 ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS SENSIBILISÉS ET INFORMÉS SUR LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX À BAMAKO



Depuis le déploiement de la Mission de maintien de la paix des Nations Unies au Mali (MINUSMA), à travers la résolution 2100 (2013) du conseil de sécurité de l'ONU, les communautés maliennes continuent à s'interroger sur son mandat, son rôle et son impact sur le processus de paix en cours dans le pays. Pour mieux les informer, la MINUSMA organise une campagne de sensibilisation communautaire. Au cœur des échanges entre les Casques bleus et la population : le mandat de la MINUSMA dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger et le rôle des Casques bleus au Mali.

Les 12 et 15 février derniers, au Lycée Oumar Bah de Kalaba-Coura puis à l'Institut Supérieur de Technologie Appliquées et de Gestion, des équipes de la MINUSMA ont tenu des séances d'information et de sensibilisation. Composées d'éléments de la Force, de la Police des Nations Unies (UNPOL) et de la Division de l'Information publique et de la Communication stratégique (PIO), ces équipes ont discuté, deux heures durant, avec les élèves et les étudiants sur le fonctionnement des Missions de maintien de paix en général et celui de la MINUSMA en particulier.

Dans les deux établissements, les élèves, les étudiants mais aussi l'administration et les enseignants étaient nombreux. En moyenne 200 personnes ont assisté à chacune des sessions. Au cours de ces échanges, un accent particulier a également été mis sur le rôle et le travail des Casques bleus au Mali ; les violences basées sur le genre, particulièrement à l'égard des enfants.

Plusieurs questions liées à la lutte contre le terrorisme et au processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion ont été posées par les participants.



L'insécurité, ou encore les blocages rencontrés dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali faisaient aussi partie des préoccupations exprimées par ces jeunes et leurs encadreurs.

L'équipe de la MINUSMA a rassuré l'auditoire en faisant un récapitulatif des avancées enregistrées, telles que la mise en place des autorités intérimaires, le démarrage du MOC ou encore la tenue des élections communales. Toutefois, l'équipe a tenu à indiquer que le rôle de la MINUSMA n'est pas de lutter contre le terrorisme mais, de soutenir les efforts visant à stabiliser le pays.

Par ailleurs, il a aussi été indiqué que la MINUSMA soutient la population locale, en initiant des projets visant à améliorer les conditions de vie des habitants des régions du nord du pays, où certaines localités ont été dévastées par la crise sécuritaire de 2012.

« Ce genre de rencontres devaient être initiées par les Autorités maliennes et la MINUSMA depuis 2013 pour préparer les maliens à l'intervention de l'ONU dans le Pays, » a déclaré M. Hamma Moctar, Directeur de l'Institut Supérieur de Technologie Appliquées et de Gestion (ISTAG). Puis, M. Moctar d'ajouter que : « tous les maliens doivent

comprendre le travail de la MINUSMA et les aider à atteindre les objectifs qui sont inscrits dans son mandat ».

A l'issue des rencontres, les participants se sont dit mieux imprégnés du travail et du rôle de la MINUSMA au Mali. Beaucoup ont déclaré qu'ils seront désormais « des messagers » à l'endroit de ceux qui n'ont pas eu la chance de recevoir ces informations sur la MINUSMA.

« Je vois chaque fois passer les voitures UN avec des Hommes en uniforme, je pensais qu'ils sont là pour combattre les terroristes au nord et au centre du Mali, maintenant je comprends mieux leurs missions et comment ils font, » a dit Mamadou Tounkara, élève en classe de terminale au Lycée Oumar Bah.

Les administrations des deux établissements, à travers leurs Directeurs respectifs, ont tenu à remercier la MINUSMA pour ces activités et ont demandé à la délégation de pérenniser ce genre de rencontres à l'endroit des étudiants.

La Direction de l'ISTAG s'est engagée à faciliter l'identification et l'accès des centres scolaires aux agents de la MINUSMA, pour toucher d'autres jeunes à travers le pays entier.

MÉNAKA : LES PREMIERS POLICIERS TOGOLAIS DE L'UNITÉ DE FORCE CONSTITUÉE DE LA POLICE DE LA MINUSMA DÉCORÉS



Le camp intégré de la MINUSMA à Ménaka a abrité, le 08 février dernier, la cérémonie de décoration du contingent togolais de la Police de la MINUSMA. C'était en présence du représentant du Chef de la Police des Nations Unies (UNPOL) au Mali, le Commissaire de classe exceptionnelle, Amadou Camara ; de M. Issaka Dangnossi, Chef du bureau par intérim de la MINUSMA à Ménaka, du Général de Police Mohamed Prince Aledji, Commandant régional de la Police des Nations Unies à Gao ; du Colonel Akobi Messan, Secrétaire général du ministère de la sécurité et de la protection civile de la République togolaise, des autorités municipales et coutumières de la commune urbaine de Ménaka, ainsi que des responsables des Forces de défense et de sécurité maliennes (FDSM).

Ils sont 140 éléments de l'unité de force constituée de la Police de la MINUSMA, actuellement déployés dans la 9e région du Mali, à bénéficier de cette médaille des Nations Unies. « Dans le parcours des hommes, il existe des moments cruciaux qui marquent à jamais nos mémoires. L'un de ces moments pour un soldat de la paix, servant sous le drapeau des Nations Unies, est sans doute la remise des médailles, » a déclaré M. Issaka Dangnossi, Chef de bureau par intérim de la MINUSMA à Ménaka.

En dix mois de présence et malgré la situation particulièrement difficile de la région de Ménaka, le contingent togolais de la MINUSMA a effectué 56 escortes, 448

patrouilles de visibilité et de renseignement, 254 défenses du camp et une Gestion de Maintien de l'Ordre, devant le camp intégré de la MINUSMA dans cette nouvelle région. « Je voudrais également saisir cette opportunité pour exhorter les uns et les autres, à donner le meilleur d'eux-mêmes, pour plus d'engagement et de détermination dans la protection des civils, un des enjeux principaux de notre présence sur le sol malien, » a souligné le Commissaire de classe exceptionnelle, Amadou Camara, représentant le Chef de la Police des Nations Unies au Mali.

Depuis le début de leur activité à Ménaka le 10 mai 2017, les hommes du Commandant Gnakou E. Eyadana s'adaptent



aux réalités de cette nouvelle région du Mali. Ils multiplient les patrouilles de jours comme de nuit pour appuyer les forces de défenses et de sécurité maliennes afin de rassurer les populations. « La présence du contingent togolais de la MINUSMA à Ménaka est une très bonne chose pour nous parce qu'il contribue à la dissuasion des malfrats dans la ville, donc à la sécurisation des populations, » s'est réjoui M. Issouf Mamadou Ouattara, Secrétaire général du Conseil Régional de la Jeunesse de Ménaka.

Ce premier contingent de la Police des Nations Unies à Ménaka, baptisé «Togo Force Protection Unit 2» qui signifie «Unité de force constituée », a été salué par les plus hauts responsables de la MINUSMA, en présence du Secrétaire général du ministère de la sécurité et de la protection civile du Togo, le Colonel Akobi Messan. « Les plus hautes autorités de mon pays ont voulu témoigner leur reconnaissance, aussi bien aux autorités de la MINUSMA, qu'à celles de la République sœur du Mali, pour la confiance, le soutien et l'hospitalité

authentiquement africaine qu'elles n'ont cessé d'accorder ou d'apporter aux différents contingents de FPU que le Togo déploie depuis, sur le théâtre malien, » a-t-il déclaré.

Après la cérémonie de remise des médailles, le représentant du chef d'UNPOL a profité de sa présence dans la ville, pour rendre une visite de courtoisie à ses frères d'armes de la gendarmerie, de la police et de la garde nationale du Mali qui avaient subi une attaque terroriste, il y a quelques jours de cela. Ce fut l'occasion de rassurer les FDSM, de la disponibilité de la MINUSMA à leurs côtés, pour la protection des populations. A noter que la Police des Nations Unies avait entièrement réhabilité et équipé les locaux de la Police, de la Garde et la de la Gendarmerie nationale à Ménaka.

Outre cette région, le contingent togolais de la MINUSMA est également déployé dans celles de Mopti (à Sévaré et Douentza) et Tombouctou (à Gossi).

L'ONU DÉCORE LES CASQUES BLEUS DU CONTINGENT CHINOIS À GAO



Le général de division et commandant de la Force de la MINUSMA, Jean-Paul Deconinck, a procédé, ce 20 février 2018 à Gao, à la décoration et à la remise de la médaille des Nations Unies aux 395 Casques bleus du 5ème contingent chinois, dont quatorze femmes qui sont arrivés au Mali en Mai 2017. Leur retour en Chine est prévu pour le mois de Mai 2018.

La cérémonie de remise des médailles des Nations Unies aux Casques bleus chinois a coïncidé avec la célébration de leur fête traditionnelle, communément appelée « Festival du Printemps ». Cette cérémonie a également été pour le Commandant de la Force onusienne, une occasion de rappeler le rôle important que joue la MINUSMA pour le retour

de la paix et de la stabilité au Mali. « Lorsque nous observons l'évolution de la situation sécuritaire dans les régions du Centre et du Nord du Mali, la présence de la MINUSMA apparaît plus opportune que jamais, » a soutenu le Général Jean-Paul Deconinck lors de son discours. Une allocution prononcée devant le Gouverneur de la Région de Gao, le colonel Sidi Samaké, le préfet du Cercle de Gao, M. Abdoulaye Coulibaly, tous les Officiers maliens des Forces de défense et de sécurité, des représentants de la Force Barkhane, ainsi que la Directrice de la Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique, Mme Myriam Dessables, tous présents au Camp de la Mission onusienne, où s'est déroulée la

cérémonie. Le Commandant de la Force a poursuivi en rappelant la mission qui incombe à ses hommes : « Nous sommes au Mali pour apporter notre assistance dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger. Nous avons le devoir de garantir un environnement sûr et sécurisé pour tous ». Avant de clore son propos, le Général a réaffirmé la détermination des Casques bleus à faire avancer les choses : « Nous poursuivons nos efforts en vue d'apporter notre appui au Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) à Gao, mais également rendre opérationnel ceux [MOC] de Kidal et de Tombouctou ».

Déployé dans la région de Gao en Mai de l'année dernière, les



éléments du 5ème contingent chinois composé de la Force de Protection, de la compagnie chinoise d'ingénierie et de construction, et de l'Hôpital de Niveau 2, se préparent à rentrer auprès des leurs, après une année des bons et loyaux services rendus au Mali, au service des Nations Unies.

« La population de Gao est très satisfaite de la mission des Casques bleus chinois dans sa région. C'est ici l'occasion de les remercier, au nom du gouvernement du Mali, » a déclaré le Gouverneur de la Région de Gao.

Le commandant chinois de la compagnie d'ingénierie et de construction, Chen Yu, a rendu hommage à son équipe qui, malgré les risques d'attentats terroristes, a fait preuve de professionnalisme et d'un excellent esprit d'équipe pendant la durée de leur mission dans la région. Le nivellement du sol pour la réhabilitation de la piste de l'Aéroport de Gao, la construction des abris en cas d'attaques, le creusement des barrières qui servent à bloquer physiquement l'entrée aux personnes non autorisées dans les différents sites de la Mission onusienne, entre autres réalisations, ont grandement contribué au développement des installations de la MINUSMA dans les régions de Gao et de Ménaka.

La Force de protection chinoise joue un rôle prépondérant dans la sécurisation des civils et des Casques bleus au Mali. Pour réussir sa mission, la Force de protection chinoise a mis en place un système de défense intégré, notamment en

installant des caméras de surveillance au Camp de la MINUSMA. La même Force a [...] désamorcé un grand nombre d'engins explosifs improvisés sans compter des actions civilo-militaires qu'elle mène dans des hôpitaux locaux ainsi que dans des villages au profit des populations.

Le général de brigade et commandant du secteur-Est de la MINUSMA dans la région, Zaman Anisuz A.T.M., a mis en exergue quelques réalisations de l'Hôpital de Niveau 2, notamment son implication dans la réduction des conséquences du paludisme dans la ville de Gao, ainsi que sa participation dans les consultations médicales gratuites en faveur des populations vulnérables dans le seul but de leur offrir la possibilité d'être mieux soignés.

Le lieutenant-colonel Chen Yu a terminé son allocution ainsi : « mon souhait est que la notion d'amitié et de coopération entre la Chine et le Mali soit transmise d'une génération à l'autre et, je prie pour que la paix voit le jour au Mali dans un proche avenir ».

« Soyez fiers de vous-mêmes et de vos multiples réalisations. Soyez fiers d'être des gardiens de la paix. Soyez fiers de porter la médaille des Nations Unies, c'est le symbole de votre dévouement au service de la paix, » a martelé le Général de division Jean-Paul Deconnick avant de conclure : « la Force de la MINUSMA compte sur vous et je considère un privilège que de prendre soin des femmes et des hommes sous mes ordres ».

EN BREF

8 FÉVRIER DES HÉLICOPTÈRES BELGES NH-90 SURVOLERONT BIENTÔT LE MALI

Ce lundi 5 février vers 22 heures, un Antonov 124 venant de Belgique, a atterri à l'aéroport de Bamako. À son bord, les deux hélicoptères belges NH-90, accordés à la MINUSMA par le gouvernement belge en fin 2017.

Quatre heures plus tard, les deux engins et tous les matériels ont été déchargés sous la supervision des techniciens belges venus pour leur entretien et qui opéreront dans le cadre de la MINUSMA.

Lors des prochains jours, des vols tests seront organisés. La Belgique déploiera ces deux NH-90, appuyés par une cinquantaine de ses militaires, dès le mois de mars. Ils seront intégrés dans les opérations de l'unité d'hélicoptères allemande à Gao.

Ces appareils serviront pour les évacuations médicales et le transport des troupes.



12 FÉVRIER LES « AMBULANCES VOLANTES » BELGES À GAO

Le 11 février dernier, les deux hélicoptères belges NH-90 ont été accueillis à Gao dans une formation de vol dite « diamants volants » ; accompagné par un hélicoptère TIGRE et NH-90 allemand. Il aura suffi de deux jours pour préparer ces « hélicoptères ambulances », arrivés la semaine dernière à l'aéroport de Bamako Sénou pour opérer dans le cadre de la MINUSMA.

Les conditions climatiques au Mali nécessitent des mesures supplémentaires. L'Adjudant-Chef Steve, un expert du système NH-90, explique : « l'un des grands exercices pour les pilotes est le « brown-out », une manœuvre sur un



terrain sablonneux qui crée un grand nuage de poussière qui réduit la visibilité à zéro. Au cours de ces exercices, une usure accélérée des pales du rotor a été établie ».

Pour remédier à cela, un revêtement spécial a été prévu sur les lames pour cette affectation, mais ce revêtement nécessite un réglage spécifique. Pour mieux protéger les moteurs, des filtres à sable supplémentaires et un gril anti-FOD ont été installés (dommages aux corps étrangers).

La prochaine étape est la qualification de l'ONU pour les pilotes. Leur mission principale sera l'évacuation médicale aérienne au sein du contingent allemand à Gao. « Nous pouvons placer quelques brancards dans l'appareil avec une infirmière et un chirurgien que nous avons soigneusement testé lors de la formation de pré-déploiement à Fasberg en Allemagne. L'équipage et notre équipe de protection mobile aérienne (AMPT) ont travaillé en étroite collaboration avec les Allemands, » précise le capitaine aviateur Pieter. L'AMPT assurera la sécurité tactique nécessaire sur le terrain lors des interventions.

26 FÉVRIER

Les 22, 23 et 24 février dernier, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, était à Bruxelles, au siège de la Commission de l'Union Européenne, pour participer à la conférence des donateurs du G5 Sahel. Une rencontre de haut niveau qui a réuni les Chefs d'Etats des pays de la région du Sahel et leurs homologues et Chefs de gouvernements européens.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans sa Résolution 2364 (2017), enjoint la MINUSMA d'apporter son appui à la Force du G5 Sahel. Ainsi, en marge de la Conférence, M. Annadif a participé à d'autres réunions, notamment celle consacrée au "renforcement des relations de confiance entre la Force conjointe du G5 et les populations locales au Sahel". Un document portant sur les modalités d'arrangements techniques de l'appui de la MINUSMA à la Force conjointe a été signé.

Au cours de ce déplacement, aux côtés du Secrétaire général Adjoint des Nations Unies, et Chef du Département des Opérations de Maintien de la Paix, M. Jean-Pierre Lacroix, Mahamat Saleh Annadif, a également été reçu par le Chef de l'Etat tchadien, son Excellence M. Idriss Débi Itno, le Chef de l'Etat burkinabé, Son Excellence M. Rock-Marc Christian Kaboré, ainsi que Mme Fedérica Mogherini, la deuxième Vice-Présidente de la Commission le Union Européenne.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE PRESS RELEASE MINUSMA

COMMUNIQUÉS

26 FÉVRIER

QUATRE CASQUE BLEUS DE LA MINUSMA TUÉS AUJOURD'HUI AU MALI LORS D'UNE ATTAQUE À L'ENGIN EXPLOSIF (IED)

Bamako, le 28 février 2018 - Le Représentant spécial du Secrétaire-général (RSSG) et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, a appris avec consternation l'attaque lâche perpétrée contre un véhicule de la MINUSMA aujourd'hui vers 14h.

Un bilan provisoire indique que quatre Casques bleus ont trouvé la mort suite à l'explosion d'une mine ou d'un engin explosif, lors du passage d'un véhicule de la Force de la MINUSMA sur l'axe Boni-Douentza, dans la région de Mopti. Quatre autres soldats de la paix ont également été grièvement blessés, leur évacuation médicale est actuellement en cours.

Le RSSG condamne fermement de tels actes ayant pour but de paralyser ses opérations sur le terrain et de toucher indistinctement le personnel des Nations Unies, de ses partenaires, ou des civils innocents.

« La MINUSMA renforce actuellement son dispositif sécuritaire dans le centre du Mali, aux côtés de ses partenaires nationaux, régionaux et internationaux. Acculés, les terroristes multiplient leurs attaques d'une bassesse innommable. Ces actes traduisent leur désarroi et n'altèrent en rien la détermination de la MINUSMA dans l'exécution de son mandat, » a déclaré le RSSG.

Le Chef de la MINUSMA rend hommage à ces soldats mort au service de la paix au Mali, dans l'accomplissement de leur mission, et présente ses condoléances aux familles endeuillées. Il souhaite également un prompt et complet rétablissement aux blessés.

Il exprime enfin ses condoléances aux FAMas et au Gouvernement du Mali qui ont tragiquement perdu six soldats hier, dans des conditions similaires à Dioura (Ségou).



JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

21 MARS



MINUSMA

Ensemble, réussir la paix

RETROUVEZ NOUS SUR :

-  <http://minusma.unmissions.org>
-  facebook.com/minusma
-  www.flickr.com/photos/minusma
-  twitter.com/UN_MINUSMA
-  www.youtube.com/minusma
-  https://www.instagram.com/un_minusma



- Bamako 106.6 MHz
- Gao 94.0 MHz
- Kidal 94.0 MHz
- Menaka 94.0 MHz
- Mopti 91.8 MHz
- Tessalit 94.0 MHz
- Tombouctou 92.6 MHz

